

PAROLES DE DÉFENSEUSES DE L'ENVIRONNEMENT AU BRÉSIL, EN INDONÉSIE ET EN COLOMBIE

Trois articles rédigés par des défenseuses des droits humains et de l'environnement, accueillies en France en 2022 dans le cadre de dispositifs de relocalisation temporaire. Une série d'articles publiée par Agir ensemble pour les droits humains et la Plateforme Droits de l'Homme - PDH, à l'occasion d'un événement organisé par la Ville de Lyon et la Plateforme Droits de l'Homme, le 10 décembre 2022, journée internationale des droits humains.



© Isis Medeiros

MA VILLE N'EST PAS EN UKRAINE MAIS NOUS SOMMES AUSSI EN GUERRE



© Florian Kopp/Adveniat

Il n'y aura de paix à Brumadinho (MG) que lorsque la justice existera.

Lorsque nous pensons à la guerre, nous pensons immédiatement à l'Ukraine, à l'Irak, à l'Iran et à la Palestine. Nous considérons les guerres qui nous sont enseignées comme telles. Mais après tout, que faut-il pour être classé comme une guerre ?

Dans ma ville, 272 personnes ont été enterrées par une vague de résidus de la compagnie minière Vale. Il n'y avait pas d'armée ennemie, pas de tentative d'invasion.

Un article rédigé par Marina Paula Oliveira

Marina Paula Oliveira est touchée par la rupture du barrage de Vale à Brumadinho, elle est titulaire d'une maîtrise en relations internationales de PUC-Minas, elle participe à des mouvements populaires, elle fait partie de l'Articulation brésilienne pour l'économie de Francis et Clare (ABEFC) et du groupe de réflexion et de travail de PUC-Minas pour l'économie de Francis et Clare.

L'ennemi, c'était Vale, qui depuis des décennies profite de notre territoire sans rien apporter en retour. L'armée, c'était des volontaires, des fermiers, des pompiers, qui, sans équipement adéquat, sont entrés dans la boue de résidus pour sauver ceux qui pouvaient l'être et récupérer les corps de ceux qui étaient déjà partis.

Il n'y a pas eu de tirs, de bombardements ou de mitrailleuses. Les détonations se produisent quotidiennement pendant le processus d'extraction minière, nous entendons le tonnerre. Il n'y a pas eu de sirène avertissant que le barrage allait céder, ni le jour où il a lâché. Après la brèche, la sirène a commencé à retentir de temps en temps, pour nous rappeler ceux qui auraient pu être sauvés si la sirène avait retenti.

Ce qu'il y a eu, ce sont des corps éparpillés un peu partout, mélangés aux récoltes des agriculteurs, dans des sacs noirs qui survolaient notre ville en hélicoptère, écrasés et dont nous recherchons inlassablement les morceaux jusqu'à ce jour. Il y a eu des familles avec des pelleuses empruntées qui cherchaient le corps de leur proche dans la boue, qui entraient dans la forêt en criant le

nom de leurs proches, sans aucun soutien de l'État. Dans les premiers jours de la tragédie, nous avons entendu le haut-parleur sonner 7 ou 9 fois par jour, annonçant la mort de ceux qui avaient été identifiés. Ce qu'il y a eu, ce sont des dizaines de familles qui ont dû fuir la boue et ont vu leurs maisons être détruites par l'avalanche de résidus miniers, sans rien pouvoir sauver. C'est comme ça aussi la guerre, non? On fuit, sans avoir le temps de sauver quoique ce soit. Ce qu'il y a eu, ce sont des milliers de travailleurs venus de tout le Brésil pour travailler aux travaux de réparation de la rupture du barrage, exploités par des entreprises sous-traitantes qui les paient peu et leur donnent à peine de quoi manger. Dans la guerre, c'est comme ça aussi. On ne peut pas exiger le droit du travail, le respect et la qualité de vie.

Ce qu'il y a c'est une liste de ceux qui n'ont pas été retrouvés, les disparus. C'est comme ça à la guerre, les gens ne meurent pas vraiment : ils disparaissent. Ce qu'il y a, c'est d'autres morts encore, victimes indirectes de la rupture du barrage. Décès d'un ouvrier qui travaillait sur les travaux de réparation. Décès par suicide, sans compter les nombreuses

Photographies prises
après la rupture du
barrage de Vale à
Brumadinho (p.1) et lors
d'un hommage rendu aux
victimes (p.2)

©Florian Kopp/Adveniat



© Florian Kopp/Adveniat

tentatives infructueuses. Ce qu'il y a, ce sont des enfants qui prennent des antidépresseurs. La psychologie explique : c'est le stress post-traumatique, comme celui des victimes de guerre. Ce qu'il y a, c'est une étude menée par Fiocruz et l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) qui montre la contamination de la population de ma ville par les métaux lourds. Nous sommes contaminés goutte à goutte, par l'air, par l'eau et par le sol. Aucun organe n'a jamais présenté de plan d'action, pas même un traitement médical. Mais c'est la guerre, nous ne pouvons pas exiger grand-chose. Ce qu'il y a, c'est des problèmes d'approvisionnement en eau car une partie de notre eau a été contaminée par des métaux lourds et certaines communautés dépendent désormais des camions-citernes. En Europe, on craint une pénurie d'énergie, à cause de la guerre. Dans ma ville, c'est la pénurie d'eau, à cause d'un autre type de guerre. Ce qu'il y a c'est une augmentation de la violence sexuelle et sexiste. Cela me rappelle les soldats de guerre qui pénètrent en territoire ennemi et qui envahissent et violent les femmes innocentes. Ce qu'il y a c'est Vale, qui continue de faire des profits records : 121,2 milliards de R\$ de bénéfices nets en 2022. L'entreprise commet le crime et continue à s'enrichir plus que jamais sur la souffrance des populations locales. Qui explique cela ? C'est comme ça, la guerre, il y a ceux qui meurent, ceux qui souffrent et ceux qui profitent et s'enrichissent encore plus.

Le gouverneur Romeu Zema, de l'État du Minas Gerais, a dépensé l'argent provenant du plus grand crime humanitaire de l'histoire du Brésil, et a fait de la propagande électorale dans toutes les municipalités de la région. Sous prétexte que "tout l'État était concerné", Zema a exclu les personnes concernées des tables de négociation de l'accord et a conçu un accord milliardaire qui a surtout favorisé les caisses publiques. En temps de guerre, c'est normal. Les organes et institutions de l'État, dont nous espérons qu'ils nous défendraient, finissent par abandonner la bataille et se vendre parce qu'ils sont impuissants devant l'empire de l'ennemi. Ils ont laissé leur peuple mourir. Ceux qui ont affronté et dénoncé Vale et les violations commises par l'État sur le territoire reçoivent des menaces, des attaques et des intimidations. Il y a des réfugiés politiques dispersés, des déplacés internes. Comme pendant la guerre.

Ça sent la guerre, ça ressemble à la guerre et ça a le goût de la guerre. Une autre forme de guerre, mais des souffrances malgré tout. Pour sortir de ce trou, nous avons besoin, au minimum, de justice. Justice pénale, les responsables doivent payer. Justice sociale, les personnes touchées doivent être pleinement indemnisées. Justice environnementale, l'environnement doit être réparé. Et la justice historique, le crime doit honnêtement être raconté.

Il n'y aura la paix que lorsqu'il y aura la justice.

Marina Paula Oliveira

DERRIÈRE LE MYTHE DE LA GÉOTHERMIE LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS



© Ibh padang

Le respect de l'environnement est un mythe que le gouvernement et les investisseurs dans le domaine de la géothermie véhiculent toujours auprès des communautés vivant sur les sites de projets géothermiques.

Les communautés qui se laissent piéger par ce mythe sont aujourd'hui confrontées à de graves impacts environnementaux et sociétaux.

Un article rédigé par Era Purnama Sari

Era Purnama Sari est une avocate indonésienne, spécialisée dans les droits humains et l'environnement. Elle a obtenu le 7 août 2021 le prix Anugrah SK Trimurti 15 de l'Alliance des Journalistes Indépendants (AJI) pour son engagement en faveur des droits peuples autochtones affectés par la déforestation et les projets de développement en Indonésie.

Le coût humain et environnemental de la géothermie

Tout d'abord, les communautés locales impactées perdent leurs moyens de subsistance. Les agriculteurs ne peuvent plus profiter de leurs récoltes habituelles : les cultures telles que le maïs, le café, le riz et d'autres ont connu une énorme baisse de rendement sur les sites de géothermie. Bien que les plantes portent des fruits, leur contenu est pourri, non comestible et non vendable. Dans ces zones, des torrents de boue brûlante apparaissent soudainement dans les champs et les habitations, obligeant les populations locales à se déplacer et à couper leurs liens historiques avec la terre. À Matoloko, par exemple, plus de 50 coulées de boue brûlante se sont déversées et grossissent, passant de 100 mètres de diamètre à un lac de boue chaude de plus de 30 mètres de diamètre, en deux ans.

Par ailleurs, les centrales géothermiques rejettent des gaz toxiques, notamment de sulfure d'hydrogène et de dioxyde de soufre. 214 personnes ont été intoxiquées au gaz au cours de la dernière année, dont 5 sont décédées.

Cette constatation est confirmée par une série d'intoxications massives survenues dans l'une des zones de projet géothermique appartenant à PT Sorik Marapi Geothermal Power (SMGP) dans le village de Sibanggor Julu, district de Puncak Sorik Marapi, régence de Mandailing Natal (Madina), Sumatra Nord en Indonésie. Le 27 septembre 2022, des dizaines de personnes ont de nouveau été intoxiquées par le gaz sulfure d'hydrogène (H₂S) provenant des activités de PT SMGP. Ce jour-là, une odeur désagréable s'est dégagée de la plateforme de forage T-11 de PT SMGP et c'est répandu dans les zones résidentielles. Le lendemain, le Réseau de défense des mines (JATAM) a indiqué que 87 victimes ont été hospitalisées. Il s'agit de la deuxième intoxication massive en un mois et du sixième incident depuis 2021. Ces incidents d'empoisonnement collectif font vivre les populations dans la peur, dans l'attente des annonces de l'entreprise. Certaines personnes ont également perdu leur bétail dans le poison gazier. Ces pertes n'ont jamais été prises en compte par le gouvernement ou la société ; il n'y a pas de sanctions strictes, seulement une suspension temporaire et l'entreprise reprend généralement

Photographies prises à
Matoloko en Indonésie

©Florian Kopp/Adveniat



© lbh padang

ses activités après un mois.

Violations massives des droits humains soutenues par le gouvernement

Avec ce mythe d'une énergie géothermique propre et verte, l'Indonésie a multiplié les projets sur son territoire. Selon le Réseau de défense contre l'exploitation minière (JATAM), il existe 11 zones de travail géothermiques réparties dans toute l'Indonésie pour une superficie totale de 1,1 million d'hectares, soit environ 230 fois la superficie de la Ville de Lyon, qui est de 4787 hectares.

En 2014, le gouvernement a modifié la loi sur la géothermie afin de définir la géothermie, non plus comme une exploitation minière mais, comme un service environnemental, permettant ainsi à l'exploitation géothermique de pénétrer dans les forêts protégées et même dans les zones de conservation, qui, selon les investisseurs, contiennent 70% de l'énergie géothermique.

Par ailleurs, la nouvelle loi supprime l'obligation d'obtenir l'accord préalable des communautés locales au lancement d'activités géothermiques sur une zone. Depuis le gouvernement et les forces de l'ordre répondent de manière répressive aux refus de la communauté en matière de géothermie et durcit la loi pénale pour

punir toute personne qui perturbe ou entrave les activités d'exploitation minière géothermique d'un emprisonnement maximal de deux ans (contre six mois au préalable) ou à une amende maximale de six milliards de rupiahs, soit l'équivalent de 375 000 euros (contre de cent millions de rupiahs, soit l'équivalent de 6 250 euros au préalable).

Protestations en hausse

Au cours des dernières années, la communauté est devenue plus critique envers la géothermie et se mobilise, pour obtenir des informations transparentes sur cette énergie, à travers des organisations telles que JATAM, LBH Padang, Walhi Surabaya, KruHa et LBH Semarang. Le mythe du gouvernement ne fait plus recette et la vague de rejet de l'énergie géothermique prend de l'ampleur, comme dans la communauté de Padang Rincang, dans le centre de Java, et dans la communauté de

Waesano, dans l'est de Nusa Tenggara.

Le gouvernement ne semble pas préparé à faire face aux diverses remises en cause du mythe géothermique et continue de nier les risques, de ne pas répondre de manière convaincante aux populations affectées. Les entreprises, elles, continuent d'affirmer que leur technologie est sûre et respectueuse de l'environnement, mais refusent de débattre ouvertement. En 2016, suite aux inondations soudaines à Bengkulu, supposément dues à des catastrophes naturelles et non à la géothermie, l'Institut d'aide juridique de Padang, au nom de la communauté de Gunung Talang, a demandé la divulgation des résultats des études gouvernementales sur les impacts de la géothermie. Après une bataille judiciaire, la Commission centrale d'information a tranché : les études d'impacts géothermiques sont des informations publiques. Cependant,

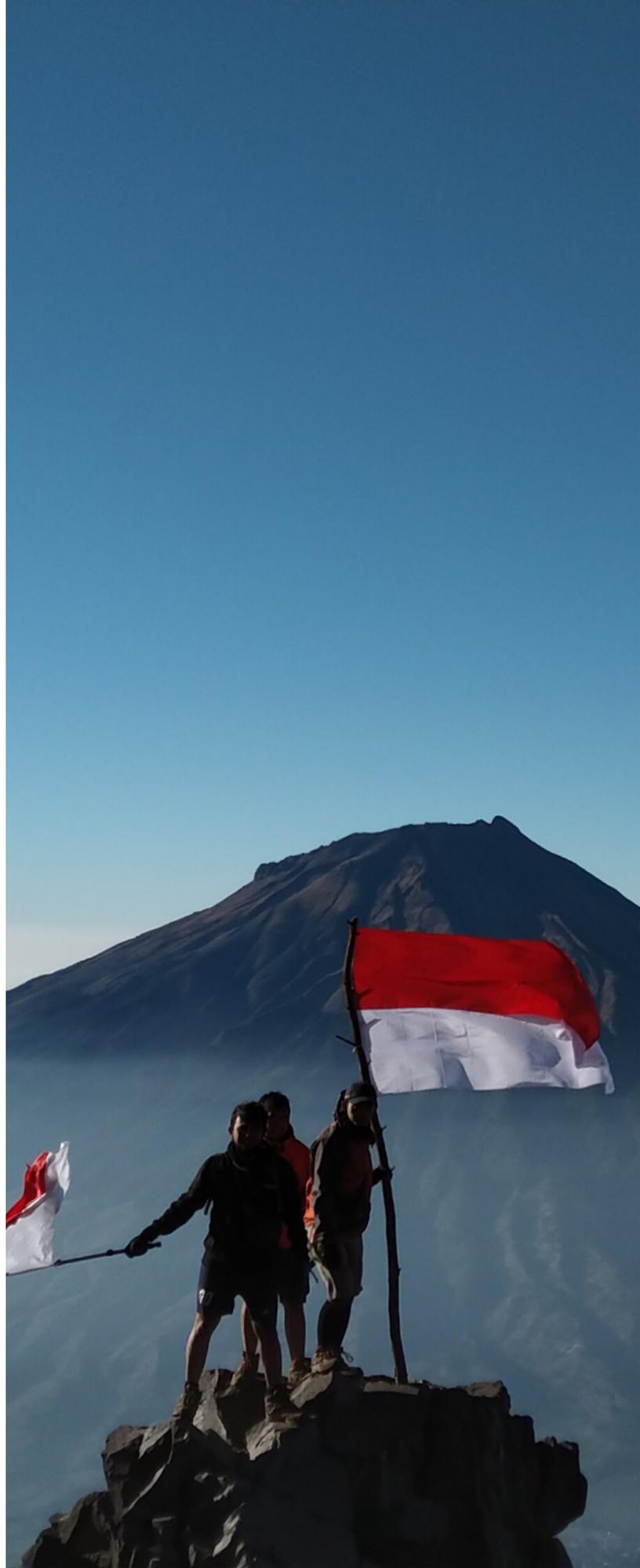
pour publier des résultats, faudrait-il encore que des études aient été menées...

Vers une sortie du mythe vert ?

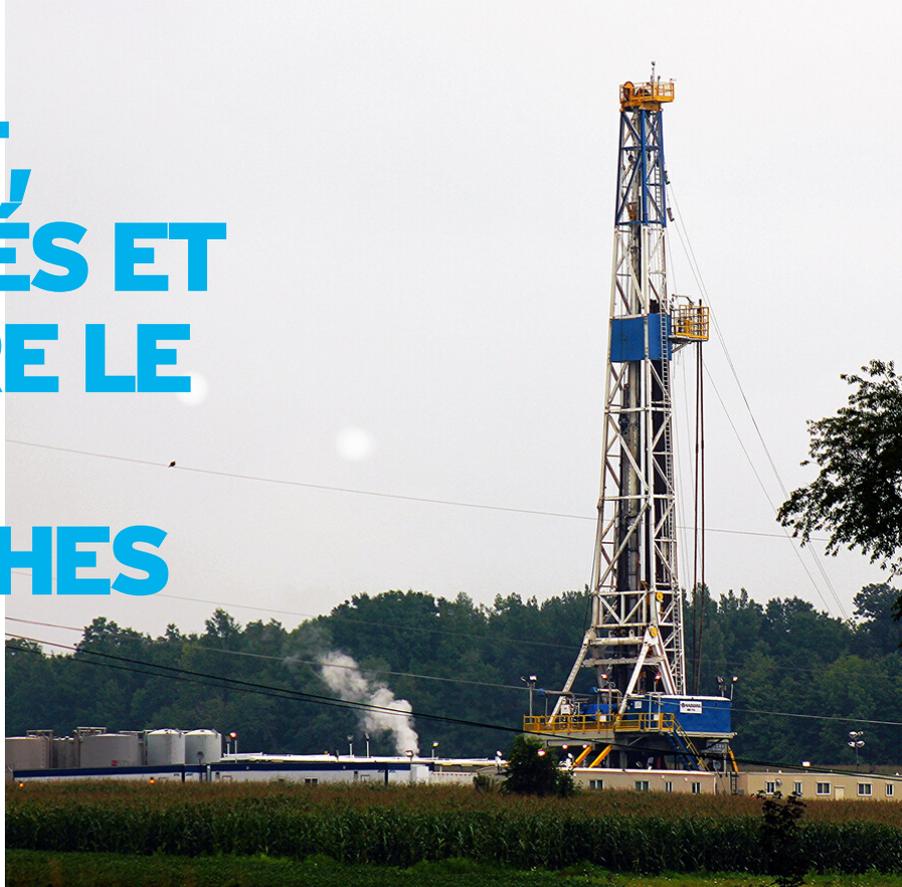
Avec la circulation rapide d'informations sur divers événements liés à la géothermie, le gouvernement ne peut l'éviter et doit bien reconnaître les risques existants. Ainsi, en réponse à l'empoisonnement collectif du 27 septembre 2022, Harris, le directeur de la géothermie à la Direction générale des énergies nouvelles, renouvelables et de la conservation de l'énergie (EBTKE), a déclaré que les activités de test d'écoulement des puits géothermiques comportent des risques, dont l'un est le dégagement de gaz H₂S et a préconisé que le processus soit anticipé et encadré par des procédures strictes.

Le gouvernement indonésien doit immédiatement cesser de délivrer des licences géothermiques et évaluer, de manière transparente et inclusive, les projets géothermiques existants. Ces évaluations doivent reposer sur les communautés locales affectées et des experts compétents et indépendants. Les résidents concernés doivent être immédiatement rétablis dans leurs droits. Les projets géothermiques qui ont un impact sérieux sur l'environnement doivent être annulés. Il ne doit y avoir aucune tolérance pour les violations des droits humains, même au nom d'une énergie pseudo verte.

Era Purnama Sari



ENGAGEMENT, COMMUNAUTÉS ET LUTTE CONTRE LE FRACKING À PUERTO WILCHES



D

ans cet entretien réalisé le 20 juin 2022, Yuvelis Natalia Morales Blanco revient sur son engagement contre le fracking à Puerto Wilches, en Colombie.

Pouvez-vous nous dire en quoi consiste votre engagement ?

Aguawil n'est pas né uniquement pour lutter contre le fracking (en français « fracturation hydraulique »), nous rejetons la destruction des écosystèmes, la violence, la mort et les déplacements forcés afin de défendre les territoires. L'histoire de la formation du comité est très belle, nous sommes pour la plupart des étudiant.e.s, des travailleurs et travailleuses, des femmes, des jeunes ayant la volonté de prendre soin et de défendre notre territoire. Puerto Wilches est un endroit magique, merveilleux pour moi, il a des paysages indescritibles. Nous sommes sur les rives du plus grand fleuve de Colombie, le Magdalena, nous avons un complexe de zones

humides du Magdalena Medio, et une grande biodiversité de la faune et de la flore. Nous sommes un corridor pour les jaguars et dans nos eaux de la Ciénaga de Paredes se trouve le lamantin antillais, nous avons tout... et c'est précisément parce que nous avons tant de choses que nous sommes victimes d'un gouvernement qui cherche à tirer profit de nos ressources, à profiter des communautés les plus vulnérables. Depuis des années, je constate qu'il s'agit d'un cycle constant dans lequel l'avidité de quelques-uns nous condamne à beaucoup. Le fracking n'est qu'un de nos problèmes actuels, mais c'est aussi le problème qui a fait déborder tout le mécontentement, ce sont des années de perte, de larmes et de beaucoup de peur, des années à voir les victimes se re-victimiser, les mères pleurer leurs enfants, et les enfants pleurer leurs parents, c'est une longue période pendant laquelle la nature a enduré. Mais il est clair pour moi qu'elle n'est pas infinie, que si nous continuons à tout lui prendre, un jour il n'y aura tout simplement plus rien, les rivières de Colombie se seront asséchées, il n'y aura plus de poissons, la vie aura été déplacée et nous serons en train de mourir. Mes ami.e.s et moi avons créé Aguawil

pour avoir la possibilité de choisir, de rêver, de vivre, de grandir et de nager sur notre territoire, d'avoir une terre à semer, de vivre savoureusement à côté du fleuve Magdalena.

Nous sommes des jeunes et des enfants qui disent au monde qu'il suffit d'endommager notre présent et son avenir, on nous dit toujours que nous sommes l'avenir de la Colombie, mais ce n'est pas si vrai, car si nous ne prenons pas soin du présent, il n'y aura pas d'avenir pour nous ou pour vous. Mes ami.e.s et moi disons que le fracking a été la pire chose qui soit arrivée à Puerto Wilches, ils n'ont pas encore foré et ils ont déjà presque 35 mille habitants qui vendent plus cher leurs terres, se battent avec les autres, justifient et normalisent la violence, s'entretuent. Le temps est venu de laisser ce qui reste des fossiles dans le sol et de donner à la terre une chance de respirer, aux enfants une chance de grandir, à la vie une chance d'être libre et aux rivières une chance de continuer. Aguawil se bat pour la défense de la culture riveraine, de notre culture, celle que la fièvre du pétrole a maquillée et cachée pendant des années jusqu'à ce qu'elle soit presque éteinte. Aujourd'hui, nous sommes les enfants des Yariguies

Propos de Yuvelis Natalia Morales Blanco, recueillis le 20 juin 2022 par Tatiana Acevedo (Copernicus Institute of Sustainable Development)

Photographies prises par
Yuvelis Natalia Morales
Blanco à Puerto Wilches

© Yuvelis Natalia Morales Blanco

qu'ils n'ont pas pu tuer, nous sommes les descendant.e.s de guerriers parce que nos ancêtres défendaient et prenaient soin de la vie, nous sommes des gens prêts à rêver, prêts à interdire le fracking en Colombie.

Une coalition contre le fracking n'est-elle possible qu'entre groupes de la société civile ?

Il est curieux de parler de l'État colombien comme d'un acteur qui s'y connaît en matière de droits humains. Le gouvernement colombien est un bon voisin et un gouvernant minable. La Colombie est le deuxième pays avec le plus de biodiversité dans le monde et le premier avec le plus grand nombre d'oiseaux, mais nous sommes aussi le pays avec le plus grand nombre d'assassinats de leaders et leadeuses sociaux au monde... Nous sommes une nation riche et heureuse qui pleure chaque nuit et se cache dans la peur. Les institutions en Colombie sont pour la plupart cooptées, leur autonomie est pour moi discutable. Dans notre cas, personne n'a agi, en partie parce que le fracking est une politique du gouvernement, en collaboration avec Ecopetrol, l'entreprise publique et Exxon Móvil, la multinationale connue pour provoquer des désastres environnementaux, et d'autre part, il y a l'autorité nationale des licences environnementales. Cette dernière qui joue un rôle important, et qui est l'institution qui attribue des licences et donne la permission d'exploitation, il s'avère qu'elle n'a pas pris une journée pour commencer à travailler



© Yuvelis Natalia Morales Blanco

sur le fracking. Ce dernier, qui joue un rôle important, est en quelques mots celui qui donne le permis d'exploitation, il s'avère que l'ANLA n'a pas hésité une seule seconde pour commencer le fracking, ignorant la communauté et organisant de manière très flagrante des réunions privées, donnant carte blanche au fracking... Cependant, j'espère que ces façons de faire changent. Nous, mouvements environnementaux, sociaux et de défense des droits humains, nous estimons que quiconque est prêt à se battre pour la dignité des territoires est le bienvenu, car au bout du compte, nous vivons tous sur la même planète.

À votre avis, quelle est l'alternative au fracking et à l'extractivisme ?

L'alternative au fracking, c'est nous. En plantant, en cultivant, c'est nous-mêmes quand nous réalisons à quel prix nous vivons confortablement, ou quel territoire et ses habitants ont été sacrifiés juste pour que nous ayons de l'eau chaude. Je pense que nous

devons cesser d'avoir peur de la transition, et espérer qu'elle soit juste. Investir dans l'éducation, pour que les scientifiques cherchent une autre façon de progresser sans tuer. Nous parlons tous et toutes de changement, de transformations, nous devons transformer nos façons de connaître d'autres endroits, je pense que nous devons transformer nos façons de penser aux fossiles, penser par exemple, le fracking pour quoi ? à l'extraction pour qui ? à l'extraction, comment ? De l'eau ? pour tout le monde !

Que ressentez-vous et qu'est-ce qui vous maintient tous et toutes là, attaché.e.s à cet endroit (Puerto Wilches) ?

Je dis toujours qu'on ne défend pas ce qu'on ne connaît pas, j'ai eu la chance de naviguer sur le fleuve depuis mon enfance. Mon père m'a appris qu'il y avait une âme et un charme dans le Magdalena, que ce fleuve est comme une mère, prêt à prendre soin et à donner, et il faut prendre soin de sa

mère. Mon père, que j'appelle un pêcheur de rêves, personne ne lui a appris à l'école le cycle de l'eau, ni la météo et il n'était ni biologiste ni hydrologue. Mais personne ne peut contester les capacités techniques qu'ont mon père et tous les pêcheurs artisanaux du Magdalena Medio, ils savent quand le fleuve monte, quels poissons font du bruit, et aussi quand il y a une marée noire.

Personne, pas même moi, ne pourrait expliquer la relation que j'entretiens avec cet endroit où je veux retourner chaque jour. Personne ne nous oblige à mener cette lutte, mais nous savons qu'elle est importante car la lutte consiste à préserver et à prendre soin de la vie, parce que dans un équilibre universel de sagesse, il y a deux côtés : d'un côté l'eau et de l'autre le pétrole, l'or et le charbon. Nous ne nous réveillons pas en demandant de l'huile pour boire, nous ne faisons pas un rôti avec de l'or et nous ne mangeons pas de charbon et d'ail. Il y a toujours quelque chose qui nous montre d'où nous venons, je le ressens toujours dans mon cœur, c'est magique pour moi. Puerto Wilches et tous nos territoires ont une grande valeur, leur essence est nous-mêmes, nos coutumes et traditions, nos danses, nos voix. Nous chantons toujours à Puerto Wilches, notre voix est la tambora. Puerto Wilches est magique, et ses eaux ont une mémoire, et c'est cette mémoire qui me dit que nous devons nous battre et aimer ce territoire, parce que j'en fais partie et qu'il fera toujours partie de moi.



Imaginez que nous puissions tous voyager dans le futur et visiter Puerto Wilches dans 25 ans. Que pensez-vous que nous y trouverions ?

Dans 25 ans, je vois ma ville libre, libérée du fracking, de la violence, des meurtres, je nous vois, en tant que nouveaux citoyens et citoyennes conscient.e.s, vivant heureux et heureuses et ayant renforcé les mouvements sociaux et environnementaux.

J'espère que les femmes se seront finalement libérées du machisme, luttant pour nos rêves, vivant sans peur et profitant de notre paradis. Je

me battrais pour avoir le fleuve Magdalena sans contamination, nous trouverons bien plus de lamantins, plus de communautés en défense de leurs territoires, plus de rivières libres, plus de vies saines, plus de personnes prêtes à rêver et à agir. A Puerto Wilches, nous serons là, Aguawil, le comité qui a vaincu le fracking et a revendiqué la plus belle culture d'une région de contrastes, nous aurons un Magdalena en paix, et une vie heureuse.

Yuvelis Natalia Morales Blanco

Propos recueillis par Tatiana Acevedo

"Ça sent la guerre, ça ressemble à la guerre et ça a le goût de la guerre. Une autre forme de guerre, mais des souffrances malgré tout. Pour sortir de ce trou, nous avons besoin, au minimum, de justice. Justice pénale, les responsables doivent payer. Justice sociale, les personnes touchées doivent être pleinement indemnisées. Justice environnementale, l'environnement doit être réparé. Et la justice historique, le crime doit honnêtement être raconté.

Il n'y aura la paix que lorsqu'il y aura la justice."

Marina Paula Oliveira,
défenseuse de l'environnement, à propos de la
rupture du barrage de Vale à Brumadinho au Brésil.

Une série d'articles, rédigée par des défenseuses des droits humains et de l'environnement, accueillies en France en 2022 dans le cadre de dispositifs temporaires de relocalisation pour les défenseuses des droits humains et de l'environnement en danger.

Publication par Agir ensemble pour les droits humains et la Plateforme Droits de l'Homme - PDH, à l'occasion d'un événement organisé par la Ville de Lyon et la Plateforme Droits de l'Homme, le 10 décembre 2022, journée internationale des droits humains.